

Burkina Faso

Pègdwendé Jacques Tiendrebeogo



Vue d'ensemble

Le Burkina Faso est un pays sahélien de 274 200 km² et dont la population était estimée à 21 510 181 d'habitants¹ en 2020 avec un taux d'accroissement de 2.4%.² De 6.4% en 1975, le taux d'urbanisation est passé à 12.7% en 1985, à 15.5% en 1996, à 22.7% en 2006 et 26.1% en 2019.³ Il pourrait atteindre 35% en 2026.⁴ Cependant cette urbanisation n'a pas toujours fait l'objet d'une mise en cohérence entre les actions de l'Etat visant à contenir la pression démographique, les systèmes financiers en présence et le niveau d'intervention des promoteurs immobiliers. Ainsi, les besoins annuels en logements sont croissants mais toujours non satisfaits. L'urbanisation non maîtrisée est à l'origine d'un grand déséquilibre entre l'offre et la demande accentuant alors la crise du logement. Ainsi, le secteur du logement au Burkina Faso est caractérisé non seulement par une forte production informelle mais aussi par une insécurité foncière. Le besoin en logement urbain est très important et la demande est estimée à 20 000 logements/an.⁵ C'est dans ce cadre que le programme national de construction des 40 000 logements a vu le jour en 2016 et est toujours en cours de réalisation.⁶

Depuis 2015, le Burkina Faso dispose d'un Plan National d'Adaptation (PNA) aux changements climatiques. Pour faire face à la vulnérabilité des logements, un plan d'action d'adaptation pour le secteur des infrastructures et de l'habitat fut proposé. Ainsi, dans le sous-secteur du bâtiment, deux principales actions furent retenues. Il s'agit du financement des projets écologiques et de la construction de logements consommant moins d'énergie dans les systèmes de climatisation ou ne nécessitant aucun équipement de climatisation ou de faibles puissances.⁷

Sur le plan économique, le pays a enregistré une forte reprise en 2021 avec une croissance estimée à 8.5%.⁸ Ces bons résultats s'expliquent par le rebond des services (+11.7%) et par la progression constante des exportations aurifères.⁹ Du fait de faibles précipitations, la production agricole en revanche, a stagné. Si les exportations ont progressé de 6.5% en 2021, les importations d'hydrocarbures et d'équipements miniers ont augmenté de 15.5% ce qui a accentué en grande partie le déficit des comptes courants, évalué à 3.0% du PIB.¹⁰ Les mesures pour lutter contre la COVID-19 et les dépenses liées à la situation sécuritaire ont contribué au maintien du déficit budgétaire à 5.5% du PIB.¹¹ Ce déficit s'est traduit par un accroissement de la dette publique qui a atteint 47.4% en 2021.¹² Les dépenses liées à la COVID-19 et la hausse continue des dépenses de sécurité sont à l'origine de ce déficit. De plus, la forte croissance alliée aux problèmes d'approvisionnement mondiaux a conduit en 2021 à une inflation de 3.9%.¹³ Elle s'est aggravée dans la première moitié de 2022 avec la hausse du prix des denrées alimentaires. Cette montée des prix des produits alimentaires a été particulièrement notoire (14.7%) et a révélé une insécurité alimentaire pour une grande part de la population.¹⁴

Le retour vers la croissance d'avant la pandémie s'est poursuivie en 2022 avec un taux projeté à 4.8% dans un contexte marqué à la fois par l'insécurité croissante dans le pays et le coup d'état de janvier 2022.¹⁵ La croissance devrait être portée par le secteur agricole, les services et les exportations d'or et s'établir à moyen terme autour de son potentiel, soit environ 5.3%.¹⁶

CHIFFRES CLÉS

Principaux centres urbains	Ouagadougou Bobo-Dioulasso
Taux de change (1er juillet 2022): 1 USD = [a] 1 PPA = (2021) [b]	0630.05 CFA Franc (XOF) 209.84 CFA Franc (XOF)
Population totale [2021] [b] Population urbaine [2021] [b] Taux de croissance démographique [2021] [b] Taux de croissance urbaine [2021] [b]	21 497 097 6 715 693 2.80% 4.85%
Pourcentage de la population urbaine vivant dans des bidonvilles [d] Population vivant à moins de 5 m au-dessus du niveau de la mer	57.1% n/d
Combustibles les plus couramment utilisés par les ménages par ménages B40 (2017) [c]	Bois Bois 8.8%
Pourcentage de ménages dirigés par une femme (2018) [c] Pourcentage de la population ayant reçu au moins 1 dose de vaccin contre la COVID-19 au 1er octobre [c]	12.80% 12.80%
Taux de chômage (% de la population active totale, estimation nationale) (2018) [b]	4.7%
Pourcentage de femmes participant officiellement au marché du travail (2021) [b]	57.0%
Coefficient de Gini (2018) [b]	47.3
Classement pays IDH (2020) [e] Score pays de l'IDH (2021) [e]	185 0.45
PIB par habitant (\$US courants) (2021) [b] PIB (\$US courants) (2021) [b]	\$US918 \$US19 738 million
Taux de croissance du PIB (2021) [b] Taux d'inflation (2021) [b]	6.91% 3.7%
Taux d'intérêt emprunteur (2021) [b] Proportion de la population adulte ayant emprunté officiellement (2021) [b]	6.3% 48.0%
Nombre de prêts hypothécaires résidentiels en cours (2021) [f] Valeur de l'encours des prêts hypothécaires résidentiels (2021) [f]	3 359 \$US11 million
Taux hypothécaire résidentiel en vigueur Durée [g] LTV maximal sur un prêt hypothécaire résidentiel	5 – 7% 20 années n/d
Ratio des prêts hypothécaires au PIB (2021) Nombre de fournisseurs de prêts hypothécaires résidentiels [h]	0.06% 60
Pourcentage de femmes propriétaires d'une maison seules et/ou conjointement (2018) [c]	31.2%
Nombre de prêts de microfinance en cours Valeur des prêts de microfinance [h]	n/d \$US381 million
Nombre de prestataires de microfinance [h]	40
Nombre total de propriétés résidentielles avec titre de propriété [i] Nombre de logements formels achevés annuellement [i]	5 192 724
Nombre de projets résidentiels certifiés par EDGE Prix de la maison nouvellement construite la moins chère par un promoteur ou un entrepreneur formel dans une zone urbaine en unités monétaires locales [j]	n/d 8 800 000 XOF
Size of cheapest, newly built house by a formal developer or contractor in an urban area [j] Location mensuelle typique pour la maison neuve la moins chère [j]	56m ² 35 000 XOF
Coût du sac standard de ciment de 50 kg en unités monétaires locales [k] Type de registre des actes: numérique, scannée ou papier (2020) [l]	5 600 XOF (\$US8.89) Papier
Classement de l'indice de facilité de faire des affaires de la Banque mondiale (2020) [l] Délai d'enregistrement de la propriété (jours) Coût d'enregistrement de la propriété (2020) [l]	151 67 days 11.9%
Score de l'indice DBI de la Banque mondiale sur la qualité de l'administration des biens fonciers (0-30) (2020) [l]	12.5

NB: Les chiffres sont pour 2022 sauf indication contraire.

Membres de l'Union Africaine pour le Financement du Logement (AUHF):
Pègdwendé Jacques Tiendrebeogo

[a] Xe.com	[f] Réseau des Caisses Populaires du Burkina (RCPB)
[b] World Bank World Development Indicators	[g] IB Bank
[c] Demographic and Health Surveys, USAID	[h] Central Bank of West African States (BCEAO)
[d] Johns Hopkins University Coronavirus Resource Center	[i] Ministry of Urban Planning, Housing and Land Affairs
[e] United Nations Human Settlements Program (UN-HABITAT)	[j] World Bank Ease of Doing Business Indicators

Compte tenu des défis sécuritaires, humanitaires, alimentaires, sociaux, et sanitaires, le déficit budgétaire pourrait atteindre 6.6% du PIB en 2022.¹⁷ Son retour progressif vers la norme de 3% de l'Union économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) n'est pas prévu avant 2025.¹⁸

Depuis 2015, le pays fait face à des attaques terroristes qui provoquent des déplacements de population. On recensait 1 902 150 personnes déplacées dans le pays à la date du 31 mai 2022.¹⁹ Le 24 janvier 2022, les forces armées ont pris le pouvoir au Burkina Faso. L'actuel président est le Lieutenant-Colonel Paul-Henri Sandaogo DAMIBA. Il a prêté serment devant le Conseil constitutionnel le 16 février 2022 puis a été investi en tant que Président de la Transition le 02 mars 2022. Une Charte de Transition a été adoptée le 01 mars 2022. La transition qui durera 24 mois comprend un gouvernement de 25 ministres au maximum dont un Premier ministre civil, une assemblée législative de 71 membres et un conseil d'orientation et de suivi. Suite au coup d'Etat, le Burkina Faso a été suspendu des instances des organisations régionales telles que l'Union Africaine (UA) et le Conseil Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) jusqu'au retour à l'ordre constitutionnel.²⁰

Accès au financement

Le secteur du logement au Burkina Faso est caractérisé par une forte production informelle et une insécurité foncière, contrainte majeure pour le développement du financement, notamment le financement hypothécaire, qui s'appuie sur la propriété foncière.

Selon les chiffres de 2022 de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), 16 banques commerciales offrent des prêts hypothécaires à leurs clients.²¹ L'Etat avait créé en 2005 la Banque de l'Habitat du Burkina Faso (BHBF) qui fut remplacée depuis 2018 par International Business Bank (IB Bank). Afin de poursuivre les efforts de l'Etat, IB Bank propose de meilleures conditions de financement du logement avec des taux d'intérêt sur les prêts hypothécaires résidentiels variant entre 5 et 7% pour une durée maximale de 20 ans.²²

Au nombre de 78 institutions, selon les chiffres de 2020 de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest BCEAO,²³ la microfinance est plus active mais reste très peu spécialisée dans le financement du logement.

Alors que l'inclusion financière constitue l'une des priorités inscrites à l'agenda des questions de développement au Burkina Faso, notamment à travers l'élaboration de la Stratégie Nationale de Finance Inclusive,²⁴ elle était restée faible jusqu'en 2019 et renferme des disparités. Le taux d'inclusion financière est passé de 14% en 2014 à 43% en 2017 puis à 70.9% en 2019.²⁵ En effet, jusqu'en 2017, seulement 51% des hommes contre 34% des femmes possédaient un compte bancaire.²⁶ Concernant l'épargne formelle et l'emprunt formel, il n'y a quasiment pas de différence entre les hommes (respectivement 12.5% et 9.26%) et les femmes (12% et 9.42%). Cependant, des différences s'observent pour l'épargne et l'emprunt de source informelle : 31% des femmes qui épargnent le font dans l'informel contre 24% pour les hommes et 37% des femmes qui empruntent le font dans l'informel contre 33% pour les hommes.²⁷

Le processus de libéralisation économique a conduit le pays à encouragé la participation économique des femmes en tant que créatrices et managers d'entreprises. En 2018, 54.9% des entreprises créées et dirigées par des femmes relevaient du secteur de la santé contre seulement 1.1% pour l'industrie de la construction et de l'immobilier.²⁸ Même peu nombreuses, ces dernières sont regroupées, depuis 2021, au sein de l'Organisation Professionnelle des Femmes du BTP et de l'Immobilier (OPF/BTP-I).²⁹

Abordabilité

Au Burkina Faso, le besoin en logement calculé sur la base du nombre de ménages et du nombre estimé de parcelles mises en valeur est évalué à près de 400 000 unités.³⁰ Cette situation est plus manifeste à Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso où les besoins sont estimés, respectivement, à près de 240 000 unités et plus de 60 000 unités.³¹

Au plan national, 83.3% des occupants des logements sont propriétaires, 10.2% sont en location simple et les locations ventes ne représentent que 0.7%.³² En milieu urbain, on dénombre 63.3% de propriétaires ; 26.2% en location-simple ; 8.2% hébergés gratuitement et 1.2% en location-vente.³³ Le taux de chômage est estimé à 7.1%³⁴ et plus de 40% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté.³⁵

De plus, plus de 70% de la population active en milieu urbain exerce dans le secteur informel³⁶ et n'ont donc pas accès au dispositif formel de financement du logement.

Les prix des terrains aménagés à Ouagadougou par la Société Nationale d'Aménagement des Terrains Urbains (SONATUR) varient entre 25 000 et 45 000 CFA le m² (39.6 et 71.4 \$US).³⁷

Dans le cadre du Programme National de Construction des 40 000 Logements (PNCL), 724 logements majoritairement de type F3 (2 chambres + salon + cuisine + toilettes internes) ont été construits au premier semestre 2022. Entre 2007 et 2017, l'Etat n'a produit qu'environ 5 000 logements.³⁸ Le coût le plus bas est de 7 500 000 CFA (11 903.7 \$US) avec une surface bâtie de 56m² sur un terrain dont la taille minimale est de 204m².³⁹ Sachant que le salaire moyen au Burkina Faso en 2021 est estimé à 95 000 CFA (150.7 \$US) et que le ratio maximum mensualités de prêt/revenu pour les prêts immobiliers résidentiels tourne autour du tiers du salaire,⁴⁰ il faudrait en moyenne plus de 20 ans à la large majorité de la population ayant un emploi formel pour rembourser ce type prêt destiné à l'achat de la maison la moins chère. Cependant, cette durée théorique ne correspond pas aux conditions de prêts proposées par les banques du pays. Cela, justifie, en partie, la forte production informelle de logements pour répondre aux besoins.

La consommation annuelle moyenne par ménage est estimée à près de 2 000 000 CFA (3 174.3 \$US). Cette consommation va de 1 500 000 CFA (2 380.7 \$US) pour les ménages du secteur informel à 2 800 000 CFA (4 444.1 \$US) pour ceux du secteur privé formel. Quant au montant de la consommation annuelle moyenne par personne, elle est de 313 000 CFA (496.7 \$US).⁴¹ Les trois postes les plus importants dans la consommation des ménages sont par ordre décroissant : l'alimentation, le logement et le transport. Ils regroupent 2/3 des dépenses des ménages.⁴² Le poids des dépenses de logement et de son entretien est par contre peu sensible au niveau de la consommation par personne.⁴³

Offre de logement

La forte urbanisation a causé un grand déséquilibre entre l'offre et la demande de logements, suivi d'une rapide prolifération des quartiers précaires. La politique « un ménage, une parcelle » mise en œuvre par l'Etat entre 1983 et 1990 et la production de parcelles nues entre 1995 et 2006 ont aussi conduit à l'étalement excessif des villes, sans apporter de réponses suffisantes au besoin en logement.⁴⁴

L'auto-construction a toujours été le principal moyen d'accès à un logement. Ainsi, les populations financent et réalisent leurs logements en relation avec des artisans du secteur de la construction.

Le Plan National de Développement Economique et Social (PNDES) 2016-2020 avait prévu la réduction de la proportion des populations urbaines vivant en zone non lotie de 17.2% en 2014 à 10% en 2020, l'augmentation du nombre de ménages ayant accès à un logement décent de 4 572 en 2015 à 35 000 en 2020 et du nombre de ménages assistés dans l'auto-construction de 100 en 2015 à 5 000 en 2020.⁴⁵ Ainsi, entre 2015 et 2018, le nombre de ménages ayant accès à un logement décent a augmenté de 8 650.⁴⁶ La surface bâtie des logements construits dans le cadre du PNCL varie généralement entre 56m² et 68m² sur un terrain dont la taille minimale est de 204 m² conformément à la législation.

En 2018, 140 logements de 7 500 000 CFA (11 903.7 \$US) l'unité ont été produits à Bassinko par la Coopérative Burkinabè de l'Habitat CBH dont 52% des bénéficiaires étaient des femmes.⁴⁷

Concernant les matériaux de construction, représentant 53.4% des logements⁴⁸ le banco demeure le principal matériau de construction des murs au niveau national. Cependant, en milieu urbain, seulement 20.4% des murs sont en banco ; 21.4% sont en semi dur et 57.4% sont en dur (parpaings). Quant aux toits, 93.7% sont en tôles et 3.6% en béton. 74.5% des ménages urbains ont un sol recouvert de ciment tandis que 17.7% sont en carreaux et 5.6% en terre battue.⁴⁹

Les importations de chaux, ciments et matériaux de construction fabriqués sont en augmentation passant de 57.6 milliards CFA (91 420 974.8 \$US) en 2019 à 103.7 milliards CFA (164 589 498.1 \$US) en 2020. Entre le troisième trimestre et le dernier trimestre de 2020, ces importations sont passées de 363.5 à 380 tonnes.⁵⁰






Cependant, l'usage des matériaux locaux par l'architecte burkinabè Diébédo Francis KERE, lauréat du Prix Pritzker 2022, a contribué énormément à faire davantage la promotion de ceux-ci pour répondre aux conditions climatiques.⁵¹

BURKINA FASO – Considérer l'abordabilité du logement du point de vue des ménages

Pour les ménages à faible revenu cherchant à accéder à un logement abordable, l'abordabilité dépend d'un certain nombre de facteurs, notamment le revenu, les dépenses concurrentes, les coûts de transport (qui sont probablement liés à l'emplacement du logement) et le coût du financement. Les données spécifiques à chaque pays et à l'évolution du logement ne sont souvent pas disponibles, ce qui nécessite des hypothèses fondées empiriquement pour générer des estimations de l'abordabilité.

Afin de mieux comprendre le caractère abordable de l'accès à la propriété dans divers pays, nous envisageons deux scénarios simplifiés : un.e agent des forces de l'ordre et un.e enseignant.e. Ces professions de niveau d'entrée ont été choisies parce qu'elles sont fondamentales pour l'économie et la société, qu'elles représentent une grande partie de la main-d'œuvre formelle dans la plupart des pays africains et qu'elles sont assez sûres tout en ayant des points d'entrée de compétences relativement faibles.

Les deux professions incluent également les deux sexes, car dans de nombreux pays, les enseignants sont des femmes tandis que les agents des forces de l'ordre sont des hommes.

<p>Si vous êtes un agent du maintien de l'ordre vivant dans une grande zone urbaine</p> 	<p>Si vous êtes un enseignant vivant dans une grande zone urbaine</p> 
<p>qui gagne CFA210 292 par mois</p> 	<p>qui gagne CFA180 175 par mois</p> 
<p>vous pourriez vous permettre d'acheter une maison de CFA9.784 million avec un emprunt hypothécaire.</p> 	<p>vous pourriez vous permettre d'acheter une maison de CFA8.383 million avec un emprunt hypothécaire.</p> 
<p>Hypothèses hypothécaires – Burkina Faso</p> <ul style="list-style-type: none"> – 6.0% de taux d'intérêt – Dépôt de 10% 	
<p>– Durée du prêt de 20 années</p>	

Mise en garde
Il convient de souligner qu'il s'agit de scénarios hypothétiques et non de calculs basés sur une recherche approfondie des niveaux de revenu dans chaque pays.

Nous avons basé nos calculs sur certaines hypothèses génériques applicables à tous les pays ; dont 30% des revenus des ménages consacrés au logement. Nous supposons également qu'un ménage est éligible à une hypothèque formelle et qu'un tel financement est disponible - ce qui peut ne pas être vrai pour des segments importants de la population du pays. Les formes de financement alternatives, y compris les financements non hypothécaires, et les sources de revenus uniques (par exemple, les versements de pension ou les héritages) ne sont pas prises en compte.

Le calcul a utilisé les termes et conditions en vigueur pour les prêts hypothécaires dans le pays spécifique, tels que collectés via notre processus annuel de collecte de données de l'Annuaire.

Marchés immobiliers

Au Burkina Faso, le secteur immobilier est encadré par la loi N°057-2008/AN du 20 novembre 2008 portant sur la promotion immobilière. En février 2021, le Ministère de l'Urbanisme avait suspendu les traitements des projets immobiliers soumis par les promoteurs immobiliers et mis en place un comité ad hoc.⁵² Du rapport de ce comité, livré le 17 janvier 2022, il ressort que sur 406 projets immobiliers soumis par 99 promoteurs immobiliers, 400 ont été analysés par la commission ad hoc et finalement 105 dossiers de 44 promoteurs immobiliers ont été jugés recevables.⁵³ Seuls ces 105 projets respectent les zones de planification urbaine.⁵⁴

Les promoteurs immobiliers du pays ont créé en 2013 le Syndicat National des Promoteurs Immobiliers du Burkina (SYNAPIB). Par la suite sont nées l'Union Nationale des Promoteurs Immobiliers du Burkina (UNAPIB) et l'Association des Promoteurs Immobiliers du Burkina (APIB). Selon le journal burkinabé le Reporter, le Burkina Faso comptait, en 2019, environ 268 sociétés immobilières agréées.⁵⁵ L'APIB, quant à elle, comptait 82 adhérents en juillet 2020.⁵⁶ De plus en plus, on observe l'apparition de sociétés immobilières informelles.

La proportion de femmes employées (27.0%) dans le secteur du BTP et l'immobilier est légèrement supérieure à la moyenne nationale (25.4%).⁵⁷

Le délai de traitement pour individualiser un terrain par un titre foncier est de quatorze jours ouvrables. Quant au Permis Urbain d'Habiter (PUH) délivré pour l'occupation des terres urbaines destinées à l'habitation, son délai de traitement est de six jours ouvrables.⁵⁸ Les coûts d'obtention d'un titre foncier sont fonction de la destination du terrain, de sa localisation, de sa valeur et de sa destination. Ainsi, le coût forfaitaire applicable aux personnes morales et physiques à Ouagadougou et à Bobo Dioulasso pour un terrain à usage d'habitation est de 300 000 CFA (476.2 \$US).⁵⁹ Ce coût concerne les terrains mis en valeur et les terrains bâtis à usage social, professionnel, culturel ou de culte lorsqu'ils sont attribués aux groupements et associations à but non lucratif.⁶⁰

Les prix des terrains aménagés par la SONATUR varient entre 25 000 CFA (39.6 \$US) et 45 000 CFA (71.4 \$US) le m².⁶¹

Dans le domaine foncier, la Réforme Agraire et Foncière (RAF) stipule que « les terres urbaines et rurales du domaine foncier national sont attribuées aux personnes physiques, sans distinction de sexe ou de statut matrimonial et aux personnes morales dans les conditions fixées par les textes ». ⁶² Cependant, l'accès à la propriété des femmes reste difficile surtout en milieu rural.

Politique et législation

Au Burkina Faso, les politiques du logement ont tendance à favoriser systématiquement la classe moyenne, la propriété individuelle et le secteur formel. Ainsi, la législation ne permet pas la production de logements abordables pour tous. En effet, le secteur du logement bénéficie d'une pluralité de textes dont la Constitution de juin 1991, la loi n°017-2006/AN du 18 mai 2006 portant sur le Code de l'urbanisme et de la construction au Burkina Faso et la loi n° 057-2008/AN du 20 novembre 2008 portant sur la promotion immobilière au Burkina Faso. A celles-ci s'ajoutent la loi n°023-2010/AN du 11 mai 2010 portant sur le statut de la copropriété des immeubles bâtis au Burkina Faso, la loi

034-2012/AN du 02 juillet 2012 portant sur la Réorganisation agraire et foncière et la loi n° 103-2015/CNT de décembre 2015 portant sur le Bail d'Habitation privée au Burkina Faso. Enfin, il convient de mentionner la Politique Nationale de l'Habitat et du Développement Urbain (PNH DU) mise en œuvre entre 2009 et 2018 et remplacée par la Stratégie Nationale de l'Habitat et du Développement Urbain (SNH DU) élaborée pour la période 2021-2025.

Le principal acteur du secteur urbain demeure l'Etat à travers le Ministère de l'Urbanisme, des Affaires Foncières et de l'Habitat (MUAFH) qui, conformément au Décret 2019-0139/PRES/PM/SGG-CM du 18 février 2019 assure la mise en œuvre et le suivi du Gouvernement en matière d'urbanisme et d'habitat.

La mise en œuvre des actions du MUAFH est portée principalement par ses structures centrales ou de mission dont la Direction Générale de l'Architecture, de l'Habitat et de la Construction (DGAHC), la Direction Générale de l'Urbanisme, de la Viabilisation et de la Topographie (DGUVT), la Direction Générale du Contrôle des Opérations d'Aménagement et de Construction (DGC-OAC) et le Secrétariat Permanent de la Politique Nationale du Logement (SP/PNL). A celles-ci s'ajoutent les structures déconcentrées, à savoir les 13 Directions Régionales de l'Urbanisme et de l'Habitat (DRUH), puis les structures rattachées dont la Société Nationale d'Aménagement des Terrains Urbains (SONATUR), le Centre de Gestion des Cités (CEGECI), l'Agence du Conseil et de Maîtrise d'Ouvrage Délégué (ACOMOD-Burkina). Pour l'atteinte de ses missions, d'autres acteurs externes au MUAFH sont également mis à contribution : les Ministères de l'Energie, de l'Eau et de l'Assainissement, des Infrastructures, de l'Environnement, de la Mobilité urbaine, des Finances et de l'Economie, de la Décentralisation, ainsi que les collectivités territoriales telles que les régions et les communes. On y retrouve également le secteur privé constitué par les ordres professionnels des urbanistes, des géomètres, des architectes, des génies civilistes, des promoteurs immobiliers, des experts immobiliers, des entreprises du secteur du BTP et des établissements de financement. A ceux-ci s'ajoutent les Organisations de la Société Civile, les autorités traditionnelles, dépositaires du droit coutumier et les partenaires techniques et financiers. Enfin, interviennent les populations qui sont les principales bénéficiaires des programmes de logements.

L'analyse du cadre politique et législatif laisse apparaître l'existence d'une pluralité d'acteurs impliqués avec des missions bien définies. Cependant, on relève un manque de coordination des actions, une faible capacité technique et financière du secteur privé et des difficultés liées à au respect des textes législatifs.

Face à la persistance depuis 2016 de la crise sécuritaire et humanitaire, le MUAFH en partenariat avec l'Union Européenne et ONU Habitat a mis en place un projet de renforcement de la résilience des collectivités territoriales. Ce dernier est en train de construire 312 logements 100 logements à Kaya, 100 à Tougouri, 50 à Dori et 57 à Kongoussi au profit des déplacés internes.⁶³ Il s'agit de logements jumelés de type F2 (une chambre et un salon) de 18m² évolutifs, extensibles chacun en F5 (quatre chambres et un salon) sur des parcelles de 150m² chacune.⁶⁴

Opportunités

Au Burkina Faso, l'immobilier figure incontestablement parmi les secteurs émergents. Entre 2014 et 2019, les sociétés immobilières agréées sont passées de

42 à 268 avec l'entrée dans le secteur d'importants hommes d'affaires.⁶⁵ Le plein essor et le dynamisme de ce marché s'observe également à travers la forte croissance des importations des matériaux de construction et l'apparition d'une multitude d'intermédiaires (agences immobilières).

L'offre de logements étant très en dessous de la demande actuelle, l'Etat s'est résolument engagé, à travers ses politiques, à soutenir les promoteurs immobiliers nationaux et internationaux pour l'amélioration de leurs offres au profit des populations.

En somme, le secteur de l'immobilier reste un secteur attractif aussi bien pour les institutions financières, les sociétés immobilières, les agences immobilières, que pour les courtiers, les fournisseurs de matériaux de construction et autres intermédiaires immobiliers. Ainsi, investir dans l'immobilier au Burkina Faso demeure une véritable opportunité et un business d'avenir du fait de l'urbanisation galopante.

Sites web

Ministère de l'Urbanisme, des Affaires Foncières et de l'Habitat (MUAFH) : www.mhu.gov.bf

Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) www.uemoa.int

Chambre de Commerce et de l'Industrie du Burkina Faso www.cci.bf

LOGIQ SA www.logiq-sa.com

Associations des Promoteurs Immobilier du Burkina (APIB) www.apib-burkina.com/

Centre de Gestion des Cités (CEGECI) www.cegeci.bf

International Business Bank www.ib-bank.com

ONU Habitat au Burkina Faso www.unhabitat.org/burkina-faso

Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) au Burkina www.bceao.int

Global Green Growth Institute GGGI Burkina Faso www.gggi.org

Disponibilité des données sur le financement du logement

Au Burkina Faso, beaucoup d'insuffisances ont été relevées dans le système de production et de publication des données sur le financement du logement. En effet, ces données sont tardivement produites, non actualisées et peu vulgarisées. Celles existantes sont très générales et non spécifiques. Parmi celles-ci figurent l'annuaire statistique produit annuellement par la Direction Générale des Etudes Statistiques et Sectorielles (DGESE) du MUAFH. De plus, l'Institut National des Statistiques et de la Démographie (INSD) à travers ses Recensements Généraux de la Population et de l'Habitat (RGPH) et ses enquêtes sur les conditions de vie des ménages produit des données indispensables à l'analyse du secteur.

Le Doing Business de la Banque Mondiale et les rapports annuels de la BCEAO contiennent également des indicateurs sur le marché immobilier. Aussi, quelques promoteurs privés et certaines institutions bancaires et partenaires au développement produisent des données utiles au diagnostic du secteur.

Applications vertes pour le logement abordable

La commission de l'UEMOA a adopté en 2020 les directives N° 0004/2020/CM/UEMOA et N°0005/2020/CM/UEMOA à travers le Programme Régional d'Économie d'Énergie (PREE), composante clé de l'Initiative Régionale pour l'Énergie Durable (IRED). La directive N° 0004/2020/CM/UEMOA est relative à l'étiquetage énergétique des lampes électriques et des appareils électroménagers neufs et la directive N° 0005/2020/CM/UEMOA fixe les mesures d'efficacité énergétique dans les bâtiments de la sous-région. La mise en œuvre est en cours à travers les phases de transposition en textes nationaux au niveau des Comités Nationaux de Tutelle et de Suivi (CNTS) au niveau des États membres.

Le Gouvernement du Burkina Faso et ses partenaires au développement ont reconnu la nécessité de se préparer et s'adapter aux impacts du changement climatique à travers l'élaboration de la Contribution Déterminée au niveau National (CDN) et dans le Plan National d'Adaptation.

Dans ce contexte, ONU Habitat et Global Green Growth Institute (GGGI) appuient le gouvernement burkinabé à travers deux initiatives sur l'accompagnement dans la mise en œuvre de la CDN. Afin de transformer le secteur des bâtiments et de la construction, en particulier le secteur du logement, vers un secteur économe en ressources, sobre en carbone et résilient au changement climatique, le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), le Bureau des Nations Unies pour les Services d'Appui aux Projets (UNOPS) et ONU Habitat ont lancé le Programme Objectif de Développement Durable 12 pour un logement économe en ressources avec l'appui du Fonds d'affectation spéciale multipartenaires One Planet. Pour l'accélération de la transition vers la croissance verte, le GGGI avec l'appui du Clean Cooling Collaborative, s'active dans la mise en œuvre du projet d'Efficacité Énergétique et de Rafraîchissement des Logements Sociaux. L'objectif global étant de réduire la demande énergétique et d'améliorer l'efficacité énergétique dans le secteur du logement.⁶⁶

Au Burkina Faso, 34.7% des ménages s'éclairent à l'aide des panneaux solaires.⁶⁷ Seulement moins de deux ménages sur dix ont accès à l'électricité du réseau de la Société Nationale Burkinabé d'Électricité (SONABEL). La lampe torche est utilisée par 34.5% des ménages. L'utilisation de l'électricité du réseau SONABEL est nettement plus importante en milieu urbain (47.7%) qu'en milieu rural (3.9%).⁶⁸

Au niveau national, 69.7% de ménages ont accès à une source d'eau de boisson améliorée.⁶⁹ En milieu urbain 88.6% des habitants y ont accès contre 59.0% en milieu rural.⁷⁰ Pour la source d'eau améliorée, le forage est le plus utilisé tant au niveau national qu'en milieu rural. En milieu urbain, c'est la fontaine publique qui est la source la plus utilisée.

Au plan national, seulement 8.0% des ménages utilisent des installations sanitaires améliorées (chasse d'eau et latrine ventilée), 39.8% utilisent des latrines simples en commun.⁷¹ En milieu urbain, ils sont 51.5% à utiliser des latrines simples en commun contre 34.4% en milieu rural.⁷²

En ce qui concerne la gestion des déchets au niveau national, 34.9% des ménages évacuent leurs ordures principalement dans la rue et 28.1% les déposent sur des tas d'immondices.⁷³ Le ramassage privé comme principal mode d'évacuation des ordures ménagères est utilisé par 29.7% des ménages urbains.⁷⁴ Ce mode de ramassage qui est très utilisé dans les grands centres urbains tels que Ouagadougou (43.7%) et Bobo-Dioulasso (40.5%) est presque inexistant en milieu rural où seulement 3% des ménages l'utilisent. Plus de 2/3 des ménages urbains (70.9%) évacuent leurs eaux usées dans la rue ou dans la nature tandis que 11.6% le font dans la cour et 9.5% utilisent des fosses septiques.⁷⁵

- 1 Institut National de la Statistique et de la Démographie (2022). Indicateurs Démographiques. <http://www.insd.bf/> (Consulté le 1er septembre 2022).
- 2 Institut National de la Statistique et de la Démographie (2019). Cinquième recensement général de la population et de l'habitation. http://www.insd.bf/content/documents_rgh5/Depliant%20resultats%20definitifs%20RGPH%202019.pdf (Consulté le 1er septembre 2022), Pg. 1.
- 3 Institut National de la Statistique et de la Démographie (2019). Cinquième recensement général de la population et de l'habitation. http://www.insd.bf/content/documents_rgh5/Rapport%20resultats%20definitifs%20RGPH%202019.pdf (Consulté le 1er septembre 2022), Pg. 35.
- 4 Ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme (2008). Politique Nationale de l'Habitat et Développement Urbain. https://urbanlex.unhabitat.org/sites/default/files/bu_nup_politique_nationale_de_lhabitat_et_du_developpement_urbain_2008.pdf (Consulté le 30 juillet 2022), Pg. 5.
- 5 GUIGMA, L. (2019). Le « Marteau », un coup dur sur l'homogénéisation des quartiers de Ouagadougou. https://ateliers.org/media/workshop/documents/Fascicule_recherche_non-lotis_par_Leandre_guihma.pdf (Consulté le 20 septembre 2021), Pg. 5.
- 6 Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat MUH (2016). Programme quinquennal de construction de 40 000 logements sociaux et économiques.
- 7 Ministère de l'Environnement et des Ressources Halieutiques (2015). Plan National d'Adaptation aux changements climatiques PNA du Burkina Faso. https://www4.unfccc.int/sites/NAPC/Documents/Parties/PNA_Version_version%20francaise%20finale%20BF.pdf (Consulté le 3 septembre 2022), Pg. 53, 54 et 92.
- 8 Banque Mondiale (2022). Burkina Faso Vue d'ensemble. <https://www.banquemondiale.org/fr/country/burkinafaso/overview#> (Consulté le 01 septembre 2022)
- 9 Banque Mondiale (2022). Burkina Faso Vue d'ensemble. <https://www.banquemondiale.org/fr/country/burkinafaso/overview#> (Consulté le 01 septembre 2022)
- 10 Banque Mondiale (2022). Burkina Faso Vue d'ensemble. <https://www.banquemondiale.org/fr/country/burkinafaso/overview#> (Consulté le 01 septembre 2022)
- 11 Banque Mondiale (2022). Burkina Faso Vue d'ensemble. <https://www.banquemondiale.org/fr/country/burkinafaso/overview#> (Consulté le 01 septembre 2022)
- 12 Banque Mondiale (2022). Burkina Faso Vue d'ensemble. <https://www.banquemondiale.org/fr/country/burkinafaso/overview#> (Consulté le 01 septembre 2022)
- 13 Banque Mondiale (2022). Burkina Faso Vue d'ensemble. <https://www.banquemondiale.org/fr/country/burkinafaso/overview#> (Consulté le 01 septembre 2022)
- 14 Banque Mondiale (2022). Burkina Faso Vue d'ensemble. <https://www.banquemondiale.org/fr/country/burkinafaso/overview#> (Consulté le 01 septembre 2022)
- 15 Banque Mondiale (2022). Burkina Faso Vue d'ensemble. <https://www.banquemondiale.org/fr/country/burkinafaso/overview#> (Consulté le 1er septembre 2022)
- 16 Banque Mondiale (2022). Burkina Faso Vue d'ensemble. <https://www.banquemondiale.org/fr/country/burkinafaso/overview#> (Consulté le 1er septembre 2022)
- 17 Banque Mondiale (2022). Burkina Faso Vue d'ensemble. <https://www.banquemondiale.org/fr/country/burkinafaso/overview#> (Consulté le 1er septembre 2022)
- 18 Banque Mondiale (2022). Burkina Faso Vue d'ensemble. <https://www.banquemondiale.org/fr/country/burkinafaso/overview#> (Consulté le 1er septembre 2022).
- 19 OCHA (2022). Burkina Faso : Aperçu humanitaire. <https://reliefweb.int/report/burkina-faso/burkina-faso-humanitarian-snapshot-31-may-2022> (Consulté le 1er septembre 2022).
- 20 France Diplomatie (2022). Présentation du Burkina Faso. <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/burkina-faso/presentation-du-burkina-faso/> (Consulté le 19 septembre 2022).
- 21 BCEAO (2022). Paysage bancaire. <https://www.bceao.int/fr/content/paysage-bancaire> (Consulté le 16 septembre 2022).
- 22 IB Bank (2021). Conditions de banque. https://www.ib-bank.com/sites/default/files/conditions_de_banque_ib_bank.pdf (Consulté le 5 septembre 2022), Pg. 11.
- 23 BCEAO (2021). Principaux indicateurs des SFD de l'UMOA au 30/09/2020. <https://www.bceao.int/sites/default/files/2021-02/BCEAO%20-%20Indicateurs%20au%2030%20septembre%202020.pdf> (Consulté le 27 août 2022), Pg. 1.
- 24 BCEAO (2016). Formulation de stratégie nationale d'inclusion financière : Cas du Burkina Faso. https://www.bceao.int/sites/default/files/inline-files/Burkina%20Faso_PRESENTATION%20Atelier%20CNSMO_SNFI.pdf (Consulté le 2 septembre 2022).
- 25 UEMOA (2019). Rapport annuel situation inclusion financière UEMOA. <https://www.bceao.int/sites/default/files/2020-11/Rapport%20annuel%20situation%20inclusion%20financiere%20CC%80re%20UEMOA%20-%202019.pdf> (Consulté le 2 septembre 2022), Pg. 17.
- 26 NIKIEMA, P.R., BADO, B. (2020). Analyse des déterminants socioéconomiques de l'inclusion financière au Burkina Faso. https://www.researchgate.net/publication/345770334_Analyse_des_determinants_socioeconomiques_de_l_inclusion_financiere_au_Burkina_Faso (Consulté le 2 septembre 2022), Pg. 3, 21 et 23.
- 27 NIKIEMA, P.R., BADO, B. (2020). Analyse des déterminants socioéconomiques de l'inclusion financière au Burkina Faso. https://www.researchgate.net/publication/345770334_Analyse_des_determinants_socioeconomiques_de_l_inclusion_financiere_au_Burkina_Faso (Consulté le 2 septembre 2022), Pg. 3, 21 et 23.
- 28 Chambre de commerce et d'industrie du Burkina Faso (2018). Etat des lieux de l'entrepreneuriat féminin au Burkina Faso et la perception des femmes chefs d'entreprises sur le climat des affaires. <https://www.ci.bf/sites/default/files/RAPPORT%20ETUDE%20SUR%20L%20TENTREPRENEURIAT%20DES%20FEMMES%20AU%20BURKINA%20FASO.pdf> (Consulté le 2 septembre 2022), Pg. 22.
- 29 Ministère de l'Urbanisme, des Affaires Foncières et de l'Habitat (2022). <https://www.facebook.com/MUAHFHBURKINAFASO/posts/pfbid0VK6hdjZMhAjuGrCjXgTveE6SqZ8Uo1xkYhLKagCURQog2Y5Mh0PitncGZWh2nRvl> (Consulté le 10 août 2022).
- 30 Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat (2021). Observatoire Urbain National OUN
- 31 Groupement KERE Avocats/Agence Perspective/LUMEN Consulting (2021). Rapport de Diagnostic et Recommandations de la Mission d'appui-conseil aux opérations d'aménagement urbain dans le pôle urbain de Bassinko au Burkina Faso. Non publié, Pg. 15-16.
- 32 INSD (2019). Cinquième recensement général de la population et de l'habitation. http://www.insd.bf/content/documents_rgh5/Depliant%20resultats%20definitifs%20RGPH%202019.pdf (Consulté le 1er septembre 2022), Pg. 1.
- 33 INSD (2019). Cinquième recensement général de la population et de l'habitation. http://www.insd.bf/content/documents_rgh5/Rapport%20resultats%20definitifs%20RGPH%202019.pdf (Consulté le 1er septembre 2022), Pg. 106.
- 34 INSD (2019). Cinquième recensement général de la population et de l'habitation. http://www.insd.bf/content/documents_rgh5/Depliant%20resultats%20definitifs%20RGPH%202019.pdf (Consulté le 1er septembre 2022), Pg. 1.
- 35 Banque Mondiale (2022). Burkina Faso Vue d'ensemble. <https://www.banquemondiale.org/fr/country/burkinafaso/overview#> (Consulté le 01 septembre 2022).
- 36 Ministère de l'Urbanisme, des Affaires Foncières et de l'Habitat (2022). Annuaire statistique 2019 du Ministère de l'Urbanisme, Pg. 94.
- 37 Ibid.
- 38 GUIGMA, L. (2019). Le « Marteau », un coup dur sur l'homogénéisation des quartiers de Ouagadougou. https://ateliers.org/media/workshop/documents/Fascicule_recherche_non-lotis_par_Leandre_guihma.pdf (Consulté le 20 septembre 2021), Pg. 5.
- 39 Entretien avec Messieurs ZONGO et SORRY, Programme National de Construction de Logements (PNCL) du Ministère de l'Urbanisme, des Affaires Foncières et de l'Habitat, 24 août 2022, Ouagadougou, Burkina Faso.
- 40 Combien-Coûte. (2022). Salaire moyen au Burkina Faso en 2022. <https://www.combien-coute.net/salaire-moyen/burkina-faso/> (Consulté le 28 septembre 2021)
- 41 INSD (2007). Résumé de la consommation et le rôle du secteur informel dans la satisfaction des besoins des ménages dans l'agglomération de Ouagadougou. http://www.insd.bf/content/enquetes_recensements/enq_cond_vie_menages/analyse_enq_conso_men_capita_le.pdf (Consulté le 04 septembre 2022), Pg. 1-2.
- 42 INSD (2007). Résumé de la consommation et le rôle du secteur informel dans la satisfaction des besoins des ménages dans l'agglomération de Ouagadougou. http://www.insd.bf/content/enquetes_recensements/enq_cond_vie_menages/analyse_enq_conso_men_capita_le.pdf (Consulté le 04 septembre 2022), Pg. 1-2.
- 43 INSD (2007). Résumé de la consommation et le rôle du secteur informel dans la satisfaction des besoins des ménages dans l'agglomération de Ouagadougou. http://www.insd.bf/content/enquetes_recensements/enq_cond_vie_menages/analyse_enq_conso_men_capita_le.pdf (Consulté le 04 septembre 2022), Pg. 1-2.
- 44 Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Ville (2019). Logements au Burkina Faso : un grand déséquilibre entre l'offre et la demande. <https://www.aib.media/2019/01/31/logements-au-burkina-faso-un-grand-desequilibre-entre-loffre-et-la-demande-ministere/> (Consulté le 18 août 2021).
- 45 Présidence du Faso (2016). Plan National de Développement Economique et Social 2016-2020. http://cns.bf/IMG/pdf/pndes_2016-2020-4.pdf (Consulté le 7 septembre 2021), Pg. 43-44.
- 46 Premier Ministre. (2020). Evaluation indépendante à mi-parcours de la mise en œuvre du Plan National de Développement Economique Et Social. https://www.pndes.gov.bf/fileadmin/user_upload/storage/accueil/RAPPORT_PROVISOIRE_EVALUATION_MI_PARCOURS_PNDES_27_04_2020_IPSO_CONSELS_INSTITT_UT_DEVELOP.pdf (Consulté le 3 septembre 2021), Pg. 89.
- 47 Lefasone (2018). Chantiers contestés à la cité de Bassinko : La Coopérative Burkinabé de l'habitat s'en explique. <https://lefasone.net/spip.php?article82013> (Consulté le 28 septembre 2021).
- 48 INSD (2019). Cinquième recensement général de la population et de l'habitation. http://www.insd.bf/content/documents_rgh5/Rapport%20resultats%20definitifs%20RGPH%202019.pdf (Consulté le 1 septembre 2022), Pg. 107.
- 49 INSD (2019). Cinquième recensement général de la population et de l'habitation. http://www.insd.bf/content/documents_rgh5/Rapport%20resultats%20definitifs%20RGPH%202019.pdf (Consulté le 1 septembre 2022), Pg. 107.
- 50 INSD (2020). Note trimestrielle sur les statistiques du commerce extérieur Quatrième trimestre 2020. https://www.insd.bf/content/pub_periodiques/ce/SCE_T4_2020.pdf (Consulté le 4 septembre 2022), Pg. 11.
- 51 Build Green (2022). Prix Pritzker 2022 : Francis Kéré, l'architecte burkinabé utilise les matériaux pour répondre aux conditions climatiques locales. <https://www.build-green.fr/prix-pritzker-2022-francis-kere-larchitecte-burkinabe-utilise-les-matériaux-pour-repondre-aux-conditions-climatiques-locales/> (Consulté le 5 septembre 2022).
- 52 Fil Info (2021). Suspension du traitement des dossiers de promotion immobilière : la colère des promoteurs immobiliers. <https://filinfos.net/2021/03/12/suspension-du-traitement-des-dossiers-de-promotion-immobiliere-la-colere-des-promoteurs-immobiliers/> (Consulté le 18 septembre 2022).
- 53 Zoodo mail (2022). Problématique du foncier au Burkina : 295 projets immobiliers rejetés. <https://www.zoodomail.com/fr/urbanisme/problematique-du-foncier-au-burkina-295-projets-immobiliers-rejetes> (Consulté le 18 septembre 2022).
- 54 Zoodo mail (2022). Problématique du foncier au Burkina : 295 projets immobiliers rejetés. <https://www.zoodomail.com/fr/urbanisme/problematique-du-foncier-au-burkina-295-projets-immobiliers-rejetes> (Consulté le 18 septembre 2022).
- 55 Le Reporter (2019). Promotion immobilière au Burkina Faso : Des ventes illégales de parcelles par des promoteurs privés. https://www.reporterbf.net/_trashed/cn-reloaded=1 (Consulté le 28 août 2022).
- 56 Le Pays (2020). Sociétés immobilières. <https://lepays.bf/societes-immobilieres/> (Consulté le 19 septembre 2022).
- 57 INSD (2019). Principaux résultats du VIIIème recensement industriel et commercial du Burkina Faso RIC.VII. http://www.insd.bf/content/enquetes_recensements/autres_enquetes/Depliant_RIC_VII.pdf (Consulté le 4 septembre 2022), Pg. 2.
- 58 Direction Générale des Impôts (2018). Procédures de traitement des dossiers fonciers et du domaine. Pg. 47-50 et 87-92.
- 59 Sidwaya J. K. (2022). Titre foncier au Burkina Faso : Un document utile et sécurisant. <https://www.sidwaya.info/blog/2022/04/11/titre-foncier-au-burkina-faso-un-document-utile-et-securisant/> (Consulté le 5 septembre 2022).
- 60 Sidwaya J. K. (2022). Titre foncier au Burkina Faso : Un document utile et sécurisant. <https://www.sidwaya.info/blog/2022/04/11/titre-foncier-au-burkina-faso-un-document-utile-et-securisant/> (Consulté le 5 septembre 2022).
- 61 MUAHF. (2022). Annuaire statistique 2019 du Ministère de l'Urbanisme. Pg. 94.
- 62 Association E-CHANGER (2019). Les femmes et l'accès à la terre, un vrai défi au Burkina Faso. <http://www.e-changer.org/news/les-femmes-et-laccès-a-la-terre-un-vrai-défi-au-burkina-faso> (Consulté le 4 septembre 2022).
- 63 Direction de la Communication et des Relations Presse du Premier Ministre (2022). Personnes déplacées internes et en situation de vulnérabilité : Des infrastructures socio-collectives pour améliorer leurs conditions de vie à Kaya, Dori, Kongoussi et Tougouri. <https://reliefweb.int/report/burkina-faso/personnes-deplacées-intermes-et-en-situation-de-vulnérabilité-des-infrastructures-socio-collectives-pour-améliorer-leurs-conditions-de-vie-kaya-dori-kongoussi-et-tougouri> (Consulté le 02 septembre 2022).
- 64 Guigma, L.P. (2022). Urbanisme de crise » au Burkina Faso : concrètement. <https://lefasone.net/spip.php?article115722> (Consulté le 04 septembre 2022).
- 65 BAMBIQ, Z.F. (2020). Immobilier : un secteur en plein essor. <https://www.investirauburkina.net/immobilier/immobilier-un-secteur-en-plein-essor.html> (Consulté le 07 septembre 2022).
- 66 ONU-Habitat (2022). TDR de l'atelier de présentation du rapport définitif de la feuille de route nationale pour le secteur du bâtiment et de la construction au Burkina Faso. Pg. 1-2.
- 67 INSD (2019). Cinquième recensement général de la population et de l'habitation. http://www.insd.bf/content/documents_rgh5/Rapport%20resultats%20definitifs%20RGPH%202019.pdf (Consulté le 2 septembre 2022), Pg. 108-115.
- 68 INSD (2019). Cinquième recensement général de la population et de l'habitation. http://www.insd.bf/content/documents_rgh5/Rapport%20resultats%20definitifs%20RGPH%202019.pdf (Consulté le 2 septembre 2022), Pg. 108-115.
- 69 INSD (2019). Cinquième recensement général de la population et de l'habitation. http://www.insd.bf/content/documents_rgh5/Rapport%20resultats%20definitifs%20RGPH%202019.pdf (Consulté le 2 septembre 2022), Pg. 108-115.
- 70 INSD (2019). Cinquième recensement général de la population et de l'habitation. http://www.insd.bf/content/documents_rgh5/Rapport%20resultats%20definitifs%20RGPH%202019.pdf (Consulté le 2 septembre 2022), Pg. 108-115.
- 71 INSD (2019). Cinquième recensement général de la population et de l'habitation. http://www.insd.bf/content/documents_rgh5/Rapport%20resultats%20definitifs%20RGPH%202019.pdf (Consulté le 2 septembre 2022), Pg. 108-115.
- 72 INSD (2019). Cinquième recensement général de la population et de l'habitation. http://www.insd.bf/content/documents_rgh5/Rapport%20resultats%20definitifs%20RGPH%202019.pdf (Consulté le 2 septembre 2022), Pg. 108-115.
- 73 INSD (2019). Cinquième recensement général de la population et de l'habitation. http://www.insd.bf/content/documents_rgh5/Rapport%20resultats%20definitifs%20RGPH%202019.pdf (Consulté le 2 septembre 2022), Pg. 108-115.
- 74 INSD (2019). Cinquième recensement général de la population et de l'habitation. http://www.insd.bf/content/documents_rgh5/Rapport%20resultats%20definitifs%20RGPH%202019.pdf (Consulté le 2 septembre 2022), Pg. 108-115.
- 75 INSD (2019). Cinquième recensement général de la population et de l'habitation. http://www.insd.bf/content/documents_rgh5/Rapport%20resultats%20definitifs%20RGPH%202019.pdf (Consulté le 2 septembre 2022), Pg. 108-115.